



Fonds d'obligations gouvernementales Genus

RAPPORT ANNUEL DE LA DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais n'inclut pas les états financiers annuels complets du Fonds de placement. Vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire des états financiers annuels en nous en faisant la demande par téléphone au 1 800 668-7366, par écrit à l'adresse 860 – 980 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0C8 ou en visitant notre site Web, à l'adresse www.genuscap.com/Financial-Reports-Prospectus, ou le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Les porteurs de titres peuvent aussi communiquer avec nous à l'aide de ces méthodes pour obtenir gratuitement un exemplaire des politiques et procédures de vote par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Analyse du rendement du fonds par la direction

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds est de préserver le capital, de générer un revenu et de créer une valeur ajoutée par une gestion active de la duration et de la courbe de rendement en investissant dans une variété d'obligations émises par les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations municipales du Canada, ainsi que dans des titres émis par le gouvernement fédéral des États-Unis.

Risque

Au cours de la période, le risque lié à la duration a évolué considérablement. Nous avons entrepris l'année avec une duration plus courte d'un an par rapport à celle de l'indice de référence et cette duration a par la suite diminué jusqu'à représenter 1,8 an de moins que celle de l'indice de référence à la fin du premier semestre de l'exercice. Pendant le second semestre, alors que la politique monétaire devenait moins expansionniste et que les taux d'intérêt se rapprochaient des cibles du gestionnaire, la duration a été allongée pour qu'elle avoisine celle de l'indice de référence, mais elle a été de nouveau réduite à un an de moins à la fin du trimestre, parallèlement à la remontée des taux d'intérêt. Pour ce qui est des expositions sectorielles, le gestionnaire a commencé 2017 avec une exposition aux titres du gouvernement américain sur lesquels il a réalisé des profits qu'il a réinvestis dans des obligations des gouvernements provinciaux. En ce qui a trait au risque de crédit, une baisse d'environ 10 % du pourcentage du portefeuille investi dans les obligations fédérales notées AAA a servi à accroître le pourcentage global du portefeuille en obligations provinciales notées A.

Résultats d'exploitation

La valeur liquidative du Fonds a atteint 49,1 millions de dollars au 31 décembre 2017, en hausse par rapport à 33,4 millions de dollars à la fin de 2016. Au cours de la dernière année, le Fonds a dégagé un rendement de 1,8 %, ce qui est inférieur au rendement de 2,2 % affiché par l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada.

Les taux d'intérêt du marché ont été volatils en 2017, et la courbe de rendement au Canada s'est aplatie à mesure que les taux à court terme augmentaient et que les taux à long terme chutaient. Dans ce contexte, le Fonds a tiré parti de son positionnement sur la courbe de rendement, particulièrement dans un horizon de 5 à 10 ans; cependant, cet avantage a été plus que contrebalancé par la sous-pondération du Fonds dans les obligations de 10 à 30 ans, combinée à une duration inférieure à celle de l'indice de référence.

Événements récents

Il y avait longtemps que l'économie mondiale n'avait pas été aussi vigoureuse et synchronisée. C'est ce que laissent entrevoir les marchés boursiers, alors que les bourses européennes et asiatiques suivent la trajectoire tracée par les marchés nord-américains depuis maintenant près de neuf ans (mars 2009). Cependant, il convient de signaler que les banques centrales ont pris des mesures extraordinaires à la suite de la crise financière de 2008 afin d'empêcher les marchés des capitaux et l'économie mondiale de s'effondrer complètement comme ils l'ont fait pendant la grande crise de 1929. Maintenant que l'économie a repris son élan, les banques centrales nord-américaines ont commencé à assouplir leur position en éliminant progressivement ces mesures exceptionnelles, permettant ainsi aux taux d'intérêt de repartir à la hausse au cours du second semestre de l'exercice. En plus de servir de remparts contre les malheurs engendrés par la grande dépression, les mesures mises en place par les banques centrales avaient pour but de stimuler l'inflation, qui était plutôt faible après les années de consommation effrénée du début du millénaire. À ce chapitre aussi, les banques centrales semblent avoir enfin administré le bon remède. Après toutes ces années de croissance, il ne manque que huit mois au cycle actuel pour que celui-ci devienne le plus long en plus de 150 ans, c'est-à-dire depuis l'on tient des statistiques à ce sujet, le taux d'inflation semble s'approcher de la cible de 2 % généralement fixée par les banques centrales. Assurément, l'inflation est influencée par les fluctuations des prix du pétrole brut; cependant, d'autres facteurs à long terme que nous observons depuis un certain temps, mais dont nous commençons seulement à constater les effets, comme la pénurie de main-d'œuvre dans les pays industrialisés, sont également en cause. Dans un contexte social caractérisé par un écart de plus en plus grand entre les riches et les pauvres, toute politique à tendance populiste, particulièrement si elle est protectionniste, semble attrayante et facile à mettre en place, du moins à court terme. Voilà ce qui motive le gouvernement de la plus grande puissance économique mondiale, sans se soucier des conséquences de ces politiques à long terme. D'autres pays qui n'ont pas succombé à la tentation du populisme demeurent néanmoins vulnérables au mécontentement de leur électorat, ce qui pourrait influencer sur leurs politiques. De telles pressions sociales et politiques ont incité des gouvernements à hausser le salaire minimum. Dans une conjoncture de forte croissance économique, les mesures de ce genre risquent fort probablement d'accroître l'inflation, tout comme les hausses de salaires pour les emplois nécessitant des compétences spécialisées.

La reprise de l'inflation ouvrira-t-elle la voie à des hausses plus importantes des taux d'intérêt? On pourrait facilement le croire. N'oublions pas que pendant des années, les marchés des capitaux ont profité des mesures soigneusement mises en place par les institutions pour les protéger. Une telle protection ne semble plus nécessaire dans le contexte actuel. C'est la situation observée par les banques centrales, contrairement aux gouvernements qui, avec leurs politiques procycliques, vont attiser les flammes de l'inflation. Cette combinaison de politiques monétaires et budgétaires constitue un terrain propice à une augmentation des rendements obligataires. Les hausses de taux d'intérêt décrétées par les banques centrales en réaction à l'accroissement de l'inflation favoriseront, en Amérique du Nord dans un premier temps, les rendements des obligations à court terme. Les perspectives sont plus complexes pour les taux d'intérêt à long terme. D'une part, les politiques budgétaires expansionnistes des gouvernements devraient entraîner une augmentation de l'offre d'obligations pour financer les déficits. D'autre part, toute hausse des taux d'intérêt à long terme stimulera la demande d'obligations à longue durée à des fins de symétrie. En plus de ces éléments liés à l'offre et à la demande, nous devons également prendre en considération la façon dont le marché évaluera la lutte des banques centrales contre l'inflation et la compression de la prime de terme découlant de près d'une décennie de mesures de répression financière. C'est un défi de taille après autant d'années marquées par la faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation. Cela étant dit, nous pouvons supposer que le marché s'efforcera tant bien que mal de trouver ses repères, ce qui pourrait accroître la volatilité du marché obligataire.

Opérations entre parties liées

Genus Capital Management Inc. agit en tant que gestionnaire et principal conseiller en valeurs du Fonds et est responsable de l'exploitation quotidienne du Fonds. Genus Capital Management Inc. est considérée comme une partie liée du Fonds. Le Fonds verse au gestionnaire des frais de gestion à titre de rémunération pour les services fournis relativement aux parts de série F. Les frais de gestion annualisés des parts de série F sont de 0,49 % (plus les taxes applicables). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le Fonds n'a versé aucuns frais de gestion au gestionnaire, car aucune part de série F n'a été distribuée en date du présent document.

Analyse du rendement du fonds par la direction (suite)

Au 31 décembre 2017, le Fonds équilibré Genus détenait 26 996 parts du Fonds d'obligations gouvernementales Genus, un fonds sous gestion commune. Ces parts représentent environ 6,3 % des titres détenus par ce Fonds.

Frais de gestion

Le Fonds verse des frais de gestion annuels au gestionnaire pour qu'il assure, directement ou en prenant les dispositions nécessaires auprès d'autres parties, la prestation de services de gestion et d'administration relativement aux parts de série F. Les frais sont calculés en fonction d'un pourcentage de la valeur liquidative des parts de série F du Fonds chaque jour d'évaluation, et sont payés mensuellement. Les frais de gestion annualisés des parts de série F du Fonds sont de 0,49 % (plus les taxes applicables). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, aucuns frais de gestion relativement aux parts de série F n'ont été versés au gestionnaire, car aucune part de série F n'a été distribuée en date du présent document.

Le Fonds ne verse aucuns frais de gestion relativement aux parts de série O. Le porteur de parts de série O verse au gestionnaire des frais de gestion négociés hors du Fonds.

Faits saillants financiers

Actif net du Fonds attribuable aux porteurs de parts rachetables, par part

Les tableaux qui suivent présentent les principales données financières sur le Fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre les résultats financiers du Fonds pour les périodes indiquées. Le Fonds est devenu un émetteur assujéti le 23 octobre 2017.

Série O	2017	2016
*Les parts de série O sont offertes uniquement par voie de placement privé.		
Valeur liquidative au début de l'exercice	114,78 \$	- \$
Augmentation (diminution) liée à l'exploitation :		
Total des produits	2,80	-
Total des charges	(0,31)	-
Profits réalisés (pertes réalisées) pour l'exercice	(0,62)	-
Profits latents (pertes latentes) pour l'exercice	0,21	-
Augmentation (diminution) totale liée à l'exploitation¹	2,08	-
Distributions :		
Du revenu de placement (à l'exclusion des dividendes)	(2,32)	-
Des dividendes	-	-
Des gains en capital	-	-
Remboursement de capital	-	-
Total des distributions annuelles²	(2,32)	-
Valeur liquidative à la fin de l'exercice	114,45 \$	- \$

Faits saillants financiers (suite)

Série F (date de création : 23 octobre 2017) <small>*Aucune part de série F n'a été distribuée en date du présent document.</small>	2017	2016
Valeur liquidative au début de l'exercice	- \$	- \$
Augmentation (diminution) liée à l'exploitation :		
Total des produits	-	-
Total des charges	-	-
Profits réalisés (pertes réalisées) pour l'exercice	-	-
Profits latents (pertes latentes) pour l'exercice	-	-
Augmentation (diminution) totale liée à l'exploitation¹	-	-
Distributions :		
Du revenu de placement (à l'exclusion des dividendes)	-	-
Des dividendes	-	-
Des gains en capital	-	-
Remboursement de capital	-	-
Total des distributions annuelles²	-	-
Valeur liquidative à la fin de l'exercice	- \$	- \$

1 L'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation de la période visée. L'augmentation (la diminution) liée à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période considérée.

2 Les distributions sont réinvesties dans des parts additionnelles du Fonds ou versées en espèces.

Faits saillants financiers (suite)**Ratios et données supplémentaires**

Série O <small>*Les parts de série O sont offertes uniquement par voie de placement privé.</small>	2017	2016
Total de la valeur liquidative	49 111 903 \$	- \$
Nombre de parts en circulation ¹	429 094	-
Ratio des frais de gestion ²	0,27 %	-
Ratio des frais de gestion, compte non tenu des renoncations ou prises en charge	0,27 %	-
Ratio des frais d'opération ³	s. o.	-
Taux de rotation du portefeuille ⁴	172,26 %	-
Valeur liquidative par part	114,45	-

Série F (date de création : 23 octobre 2017) <small>*Aucune part de série F n'a été distribuée en date du présent document.</small>	2017	2016
Total de la valeur liquidative	- \$	- \$
Nombre de parts en circulation ¹	-	-
Ratio des frais de gestion ²	-	-
Ratio des frais de gestion, compte non tenu des renoncations ou prises en charge	-	-
Ratio des frais d'opération ³	-	-
Taux de rotation du portefeuille ⁴	-	-
Valeur liquidative par part	-	-

1 Sauf indication contraire, ces renseignements sont au 31 décembre de l'exercice indiqué.

2 Le ratio des frais de gestion est fonction des charges totales (exclusion faite des frais de courtage et des autres coûts de transaction du portefeuille) de la période indiquée et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.

3 Le ratio des frais d'opération comprend le total des frais de courtage et des autres coûts de transaction du portefeuille exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période. Le ratio des frais d'opération n'est pas applicable aux transactions à revenu fixe.

4 Le taux de rotation du portefeuille indique dans quelle mesure le conseiller en valeurs du Fonds gère activement les titres. Un taux de rotation de 100 % indique que tous les titres en portefeuille ont été vendus ou achetés une fois au cours de l'exercice. Plus ce taux est élevé, plus les frais d'opération payables par le Fonds au cours de cet exercice sont élevés, et plus il est probable qu'un investisseur réalisera des gains en capital imposables au cours de l'exercice. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

RENDEMENT PASSÉ

Étant donné que le Fonds est un émetteur assujéti depuis moins d'un an, il n'existe aucune donnée sur le rendement passé.

Aperçu du portefeuille

Au 31 décembre 2017

Les 25 principaux titres

Titres	Pourcentage de la valeur liquidative du Fonds (%)
1 Province d'Ontario, 2,85 %, 2 juin 2023	10.9
2 Gouvernement du Canada, 0,75 %, 1 ^{er} août 2019	8.1
3 Fiducie du Canada pour l'habitation N° 1, 1,75 %, 15 juin 2022	7.2
4 Province d'Ontario, 3,15 %, 2 juin 2022	6.2
5 Province d'Ontario, 4 %, 2 juin 2021	4.6
6 Fiducie du Canada pour l'habitation N° 1, 1,9 %, 15 septembre 2026	4.1
7 Province de Québec, 2,75 %, 1 ^{er} septembre 2027	3.5
8 Gouvernement du Canada, 2,75 %, 1 ^{er} décembre 2048	3.4
9 Mandats axés sur les créances hypothécaires canadiennes, 1,40 %, 1 ^{er} mai 2021	3.4
10 Mandats axés sur les créances hypothécaires canadiennes, 1,39 %, 1 ^{er} septembre 2020	3.4
11 Province de Québec, 6,25 %, 1 ^{er} juin 2032	3.3
12 Province d'Ontario, 3,5 %, 2 juin 2024	2.6
13 Ville de Montréal, 3,5 %, 1 ^{er} septembre 2024	2.1
14 Province d'Alberta, 2,55 %, 1 ^{er} juin 2027	2.1
15 Province d'Ontario, 6,50 %, 8 mars 2029	2.1
16 Province de Colombie-Britannique, 6,35 %, 18 juin 2031	2.1
17 Province d'Ontario, 5,85 %, 8 mars 2033	1.8
18 Province d'Ontario, 1,95 %, 27 janvier 2023	1.6
19 Province d'Ontario, 2,75 %, 1 ^{er} septembre 2025	1.5
20 14 octobre 2024	1.5
21 Province de la Saskatchewan, 3,30 %, 2 juin 2048	1.5
22 Province d'Ontario, 2,60 %, 2 juin 2027	1.5
23 Province de Québec, 5,75 %, 1 ^{er} décembre 2036	1.4
24 Province de Québec, 5,00 %, 1 ^{er} décembre 2041	1.4
25 Ville de Montréal, 3,00 %, 1 ^{er} septembre 2025	1.3
	82.6
Valeur liquidative totale (en milliers)	49,112 \$

Répartition sectorielle

	Pourcentage de la valeur liquidative du Fonds (%)
Obligations provinciales du Canada	56.6
Obligations fédérales du Canada	25.9
Titres adossés à des créances hypothécaires canadiennes	9.2
Obligations municipales du Canada	6.1
Obligations de sociétés canadiennes	1.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0.7
	100.0

Composition de l'actif

	Pourcentage de la valeur liquidative du Fonds (%)
Titres à revenu fixe canadiens	99.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0.7
	100.0

L'aperçu du portefeuille pourrait changer en raison des opérations courantes effectuées dans le portefeuille du Fonds. Vous pouvez obtenir une mise à jour trimestrielle à l'adresse <https://genuscap.com/Financial-Reports-Prospectus>.

Le présent rapport de la direction sur le rendement du fonds peut contenir des énoncés prospectifs concernant les résultats prévus ou les attentes. Les énoncés prospectifs nous demandent de formuler des hypothèses et comportent des incertitudes et des risques inhérents. Les énoncés prospectifs ne sont pas une garantie du rendement futur. Le lecteur ne doit pas se fier indûment à ce rapport puisque les événements et les résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les énoncés prospectifs. Il pourrait y avoir un écart entre les résultats réels et les attentes de la direction pour diverses raisons, parmi lesquelles les conditions du marché et de l'économie en général, les taux d'intérêt, l'évolution de la réglementation et de la législation. Cette liste de facteurs n'est pas exhaustive. Le lecteur doit examiner attentivement ces facteurs et tenir compte de l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs avant de prendre une décision de placement. De plus, veuillez prendre note que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs pour tenir compte d'une nouvelle information, d'événements futurs ou d'autres éléments avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du fonds.